

<https://www.pressegauche.org/En-Inde-apres-plus-de-100-jours-les-agriculteurs-poursuivent-leurs>



En Inde, après plus de 100 jours, les agriculteurs poursuivent leurs protestations



- International - Asie/Proche-Orient -
Date de mise en ligne : mardi 20 avril 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Des organisations populaires dans diverses parties du pays continuent à manifester pour soutenir la lutte des paysanEs malgré les arrestations et les détentions. Après avoir secoué le nord de l'Inde, la grève générale a été l'occasion pour les paysanEs du sud de passer à l'action. Ils ont répondu à l'appel du Samyukt Kisan Morcha au Bharat Bandh (grève générale) le 26 mars 2021 avec beaucoup d'enthousiasme et en organisant des fausses processions funéraires pour les trois lois agricoles adoptées de force par le gouvernement indien.

Tiré du [site du CADTM](#).

Mobilisations multiples malgré la répression

Auparavant, l'organisation des paysanEs du Karnataka avait lancé des appels à manifester pour dénoncer la loi sur l'accord de la garantie des prix et les services agricoles, la loi sur la promotion et la facilitation du commerce des produits agricoles et la modification de la loi sur les produits essentiels. Tenant leurs promesses, les paysanEs, accompagnés de syndicalistes solidaires, ont défilé dans les rues des districts de Mysore et de Gulbarga. Ils et elles exigeaient le retrait immédiat des lois ainsi qu'une garantie légale du prix de soutien minimum (MSP). Certains manifestants marchaient dans les rues, torse nu, pour mettre en garde contre les effets à long terme de ces lois sur leurs moyens de subsistance.

Dans l'Andhra Pradesh, les partis politiques ont également exprimé leur solidarité avec la grève. Des images de l'arrêt complet des activités dans certaines régions ont circulé sur les médias sociaux. Les travailleurEs du port maritime de Kakinada ont également manifesté avec des bannières. Pendant ce temps, les étudiantEs et les partisanEs de la lutte des paysanEs, qui avaient déjà exprimé leur solidarité avec la grève, ont organisé des manifestations pacifiques et des marches près de l'université du Pendjab, à Chandigarh. La grève a également été observée dans d'autres régions du pays.

Alors que l'on s'attendait à des arrestations dans des régions où les manifestations étaient dynamiques, comme Bengaluru, les paysanEs ont été furieux d'apprendre l'arrestation du secrétaire général de la Bharatiya Kisan Union (syndicat agricole indien), Yudhvir Singh, à Ahmedabad, dans le Gujarat, lors d'une conférence de presse en direct. En janvier, la Cour suprême avait confirmé le droit des paysanEs à manifester et à exprimer leur désaccord. Pourtant, tant les paysanEs qui manifestaient à Bengaluru que les dirigeants qui intervenaient lors d'une conférence de presse ont été arrêtés par la police.

Auparavant, les paysanEs avaient marché pendant des kilomètres, déterminés à faire entendre les « sourdes oreilles », comme l'avait fait le légendaire combattant de la liberté et révolutionnaire Bhagat Singh, à l'approche du jour de son martyre, le 23 mars. Ces paysanEs, ouvrierEs et travailleurEs agricoles ont entamé leur périple depuis Khatkar Kalan au Pendjab à « village ancestral de Bhagat Singh » jusqu'à la frontière de Delhi pour faire campagne contre les lois agricoles et les quatre codes du travail. Leur marche a également révélé beaucoup de choses sur la façon dont ils et elles s'organisent : en voyageant dans un camion à moitié plein, avec des ventilateurs dans un coin, ce qui suggère que les paysanEs se préparent à la canicule. Leur principale préoccupation est la prochaine récolte de blé qui sera prête à la mi-avril.

Le mouvement et ses impacts

Le mouvement des paysanEs a modifié de nombreuses équations sociales. Une grande partie des paysanEs dans les États du nord de l'Inde (Haryana, Uttar Pradesh, Rajasthan et Punjab) estiment avoir fait une grosse erreur en votant pour le BJP [parti au pouvoir, dirigé par Modi]. Cependant, ce qui est le plus remarquable chez les participantEs, c'est qu'ils et elles ont surmonté des obstacles physiques et psychologiques pour prendre part à la marche. Neelam Rani Badhoan, une travailleuse du NREGA (une loi en Inde qui vise à offrir 100 jours de travail par an à un non-qualifié, rémunéré au salaire minimum à € aux individus volontaires d'un ménage pauvre en zone rurale), a montré un bandage sur les ampoules de ses pieds, usés par la marche sous le soleil. Elle a quand même choisi de marcher : « Maintenant, je n'ai pas un quota complet de travail dans le cadre du NREGA. Par conséquent, je dois travailler dans des fermes en tant qu'ouvrière agricole. Comment vais-je gagner de l'argent si les fermes sont données aux entreprises privées ? » a-t-elle demandé.

Pyara Singh Lasada, septuagénaire, a défilé aux côtés de son petit-fils, bien qu'il ait aidé sa femme à guérir d'une tumeur au cerveau il y a quelques jours. « Lorsque le Samyukta Kisan Morcha a donné l'appel à rejoindre le Jantar Mantar le 26 novembre dernier, ma famille et moi étions là. La police nous avait retenus dans un stade avant de nous relâcher. Puis nous nous sommes déplacés à Singhu Border, près de Delhi. Après avoir passé un mois là-bas, ma femme s'est plainte d'un mal de tête. Après examen, les médecins nous ont dit qu'elle avait une tumeur au cerveau qui affecterait progressivement sa parole. Elle en a été guérie mais a perdu la parole... Pourquoi est-ce que je défile ? C'est parce que l'humanité est plus grande que la famille. Mais oui, je me bats pour mes enfants et leur avenir ».

Les manifestations paysannes actuelles contre les projets de loi sur l'agriculture ont récemment achevé 100 jours de lutte. Saluées comme l'un des plus grands mouvements populaires contre le régime à l'époque contemporaine, les manifestations sont au centre du discours public depuis un certain temps. Et ce, à juste titre. En janvier dernier, les paysanEs ont marché jusqu'à Delhi avec un rassemblement de plus de 100 000 tracteurs. Ils et elles poursuivent leur protestation dans la banlieue de Delhi où se déroule un satyagraha (résistance passive). L'ONU a appelé le gouvernement indien à faire preuve d'un « maximum de retenue ». L'agitation a suscité une attention et un soutien tant au niveau national qu'international, notamment de la part de l'ancien économiste en chef indien de la Banque mondiale, Kaushik Basu.

La question de la petite paysannerie et des travailleurEs agricoles

Au milieu des tonnes de désinformation propagées par les médias, la prise de conscience des conditions et de la détresse de la paysannerie indienne a été réelle. Et pourtant, certaines voix inaudibles ont échappé au discours populaire : la petite paysannerie marginalisée. Les deux questions, à savoir la suppression du prix de soutien minimum et la privatisation de l'agriculture, sont au centre des débats. On craint généralement que l'implication accrue des acteurs privés et la disparition des comités de marché des produits agricoles (APMC) ne finissent par faire disparaître les prix de soutien minimum et que les sociétés privées dictent entièrement leurs conditions sur le marché. Cependant, une grande partie de la population n'est pas concernée par ce discours. Les données suggèrent que seuls 5 à 6 % de la valeur des produits agricoles sont vendus au MSP, principalement dans quelques États du nord de l'Inde, qui se trouvent par hasard au cœur des protestations. De plus, la majorité de la production agricole n'est même pas vendue aux APMC. La vente aux commerçants privés, aux prêteurs d'argent, etc., existe bel et bien.

Environ 85 % du secteur agricole est composé de la petite paysannerie marginalisée. La plupart d'entre eux sont des travailleurEs sans terre ou détiennent une très petite portion de terre. Leurs moyens de subsistance dépendent uniquement de l'agriculture. Leurs préoccupations vont bien au-delà des APMC et des MSP. Ils luttent pour obtenir simplement assez de ressources pour arriver à la fin de la journée, la plupart d'entre eux étant pris dans le cercle vicieux de la dette. En fait, le discours dominant autour des projets de loi sur l'agriculture exclut largement les répercussions de ces lois sur ce secteur marginalisé de la communauté agricole.

Une véritable crise

Le Premier ministre Narendra Modi affirme que ces lois permettront de doubler le revenu des agriculteurs d'ici 2022. Comme l'implication des capitaux privés est généralement saluée comme l'épitomé de l'efficacité, leur implication accrue promet un meilleur avenir pour la paysannerie. Cependant, il s'agit d'un rêve chimérique. Fondamentalement, car au coeur de la crise agraire qui menace le pays se trouve la dette des paysans et des travailleurs agricoles. Il n'est pas nécessaire d'être un expert pour comprendre pourquoi la dette est un cercle vicieux, en particulier pour les paysans marginalisés. Par exemple, dans une région indienne sujette à la sécheresse, un paysan peut avoir déjà promis sa récolte de 2023 à un certain prêteur, uniquement pour assurer sa subsistance en 2020. Ces cas sont nombreux dans tout le pays. Les projets de loi sur l'agriculture et le gouvernement abordent-ils ce problème, sans parler de le résoudre ? Non !

Le secteur agricole indien souffre sur de nombreux fronts. Les agriculteurs ont besoin de la stabilité et de l'assurance des prix, car les circonstances peuvent devenir bien pires pour eux. Le nombre élevé de suicides (plus de 400 000 depuis 1995) en est un exemple. L'arrivée d'acteurs privés, en particulier de sociétés, ne peut guère améliorer la situation, mais plutôt l'aggraver. L'agriculture contractuelle permettra à une poignée d'entreprises de contrôler la situation, ce qui réduira le pouvoir de négociation des agriculteurs. C'est un peu comme la pêche : les gros poissons mangent les petits.

Une emprise plus étroite des sociétés privées peut entraîner des fluctuations et des manipulations des prix, ainsi que la création de monopoles avec un contrôle sur le prix et le choix de la culture entre les mains de ces sociétés. Deuxièmement, le passage à la culture commerciale comporte son lot de problèmes. Les cultures commerciales peuvent générer des gains à court terme, mais sont en définitive soumises à de très hauts niveaux de volatilité des prix. Cette soudaine réorientation vers des cultures marchandes a conduit à une inondation du marché mondial par les exportations de produits, puis par une dépréciation du prix pour les paysans

Les lois ne fournissent pas de protection juridique aux agriculteurs. Si une clause du contrat est violée par les entités privées, les agriculteurEs peuvent toujours s'adresser au système judiciaire pour demander justice. Si les riches et les gros agriculteurs ont les moyens de s'offrir l'aide juridique nécessaire, les petits agriculteurs et les agriculteurs marginalisés ne sont pas assez instruits et n'ont pas les moyens de se protéger contre une telle situation.

Des enjeux cruciaux

Les modifications apportées à la loi sur les produits essentiels risquent de menacer la sécurité alimentaire de l'Inde. S'ils sont appliqués à grande échelle, ils réduiront la diversité alimentaire du pays, ce qui pourrait mettre en danger la souveraineté de la nation. De plus, le risque de stockage de ces produits par des entreprises ne peut que conduire à la domination des prix par ces dernières.

En outre, la répercussion sur les petits agriculteurs et les agriculteurs marginalisés peut leur coûter leurs moyens de subsistance. Il ne fait aucun doute que le secteur agricole du pays a besoin de réformes, mais les solutions proposées par le gouvernement ne résolvent pas les problèmes mais augmentent potentiellement la vulnérabilité de la paysannerie. Il n'est pas difficile d'imaginer pourquoi les agriculteurs n'ont pas été consultés avant la promulgation de ces lois.

Leurs difficultés varient d'une région à l'autre et une approche unique n'a aucun sens. Les petits agriculteurs marginalisés ont besoin d'être protégés des prêteurs, de l'imprévisibilité du temps et de bien d'autres problèmes. Une garantie de prix doit être fournie sur le papier dans les projets de loi pour assurer la protection des agriculteurs contre la volatilité due à la manipulation et à la fluctuation des prix. Enfin, il est impératif de fournir aux agriculteurs les

En Inde, après plus de 100 jours, les agriculteurs poursuivent leurs protestations

recours juridiques nécessaires pour les protéger de toute exploitation par les entités privées. Les protestations contre les projets de loi ont une valeur cruciale, non seulement pour l'avenir de l'agriculture, mais aussi pour le maintien de notre démocratie.

L'attention suscitée au niveau international contribuera, nous l'espérons, à façonner un avenir meilleur pour les agriculteurEs et leur lutte continuera d'inspirer les générations à venir. Elle a également mobilisé les petits agriculteurs et les agriculteurs marginalisés pour qu'ils fassent entendre leur voix. Les petits agriculteurs marginalisés des zones rurales, des communautés tribales, des régions aux conditions climatiques extrêmement fragiles, etc. ne sont toujours pas entendus. Il est donc du devoir du gouvernement et de notre collectivité de les entendre, d'entendre leur détresse et d'attirer l'attention sur eux.